Motion visant à élaborer une initiative populaire pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles (VSS)

À l'attention de l'assemblée des membres des Femmes socialistes suisses du 6 septembre 2025 à Bienne

En Suisse, 23 femmes et filles ont été tuées cette année. Ces homicides ne sont pas des cas isolés tragiques, mais l'expression d'une violence structurelle sexiste profondément ancrée dans les rapports de force patriarcaux. Ils mettent en évidence l'échec politique en matière de protection des victimes, de prévention de la violence et d'égalité.

Des progrès importants ont certes été réalisés ces dernières années, notamment en matière de sensibilisation. Dans le même temps, le nombre de consultations auprès des services d'aide aux victimes a fortement augmenté. Dans de nombreux endroits, les structures existantes atteignent leurs limites, tant sur le plan spatial que sur le plan du personnel mais surtout au niveau financier. De nombreux cantons ne disposent pas des moyens nécessaires pour répondre à la demande croissante. Les maisons d'accueil pour femmes sont surchargées, les places protégées font défaut et les centres de consultation travaillent sous une pression énorme. Ces lacunes mettent directement en danger la vie des victimes de violence.

Pour les Femmes socialistes suisses, une chose est claire : il faut un financement sûr et durable de l'aide aux victimes conformément à la Loi sur l'aide aux victimes (LAVI) et à la Convention d'Istanbul (CI). Le développement à l'échelle nationale de refuges, un accès non discriminatoire à toutes les offres de soutien et des campagnes d'information à grande échelle sont également nécessaires, afin que toutes les personnes victimes de violence puissent trouver et obtenir l'aide dont elles ont besoin.

C'est pourquoi les Femmes socialistes suisses examinent la possibilité de lancer une initiative populaire, en collaboration avec le PS Suisse, des organisations spécialisées, des expert-es et des allié-es politiques. L'initiative vise à garantir le financement de la lutte contre les violences sexistes, sexuelles et domestiques.